

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
127 Quai Eugène Cavaignac  
46000 Cahors

Cahors, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BIOQUERCY Sas / FONROCHE BIOGAZ**

ZAC Les Champs de Lescazes  
47310 Roquefort

Références : S 2025-0242  
Code AIOT : 0006810106

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement BIOQUERCY Sas / FONROCHE BIOGAZ implanté Les Places Hautes (Parcelles 1290p, 1291, 1293 - Section C) Zone d'Activités du Périé 46500 Gramat. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de suivi des prescriptions suite à l'étude odeur et des suites de la précédente visite du 24 octobre 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOQUERCY Sas / FONROCHE BIOGAZ
- Les Places Hautes (Parcelles 1290p, 1291, 1293 - Section C) Zone d'Activités du Périé 46500 Gramat

- Code AIOT : 0006810106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est un méthaniseur soumis à Autorisation pour la rubrique 2781 et soumis à la directive IED au titre de la rubrique 3532 (Valorisation de déchets non-dangereux). L'installation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 09/11/16 modifié.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Canalisations, dispositifs d'ancrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
14	Réceptions des intrants	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 4	/	Demande d'action corrective	30 jours
15	Final tank et soupapes	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 5	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Paramètres de mesures spécifiques sur les odeurs	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 2	/	Sans objet
7	Maintenance	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3	/	Sans objet
8	Maintenance	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3	/	Sans objet
9	Maintenance	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3	/	Sans objet
10	Information des riverains	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3	/	Sans objet
11	Shunt du filtre à charbon	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3	/	Sans objet
12	Réceptions des intrants	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 4	/	Sans objet
13	Réceptions des intrants	AP Complémentaire du 12/11/2024, article 4	/	Sans objet
16	Origine géographique des intrants	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a commencé la mise en place de certaines actions suite à l'étude odeur, et notamment le lancement de mesures trimestrielles au niveau du biofiltre.

Il est nécessaire de finaliser ces actions et de transmettre à l'inspection un bilan conclusif justifiant les actions retenues et celles écartées dans son plan d'actions.

De plus, la justification par un bureau externe des articles 33 et 34 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010, relatifs à la prévention des fuites de gaz, doit être réalisée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Phase de démarrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des fuites de gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.</p> <p>Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Ce point fait l'objet d'un constat de la visite précédente d'inspection.</p> <p>Par courrier du 20 décembre 2024 l'exploitant indique que ce commentaire concerne le final tank sans prise en compte de l'aspect technico-économique de la mise en place d'une solution.</p> <p>L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2024 prescrit la réalisation d'une étude technico-économique sur la mise en place d'une étanchéité sur le final tank.</p> <p>Ce point fera l'objet d'un suivi via l'étude technico-économique et il est repris dans un point suivant du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Canalisations, dispositifs d'ancrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des fuites de gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés</p>

<p>contre cette corrosion.</p> <p>Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point fait l'objet d'un constat de la précédente visite d'inspection.</p> <p>Par courrier du 12 novembre 2024 l'exploitant indique que les éléments de construction n'ont pas été retrouvés suite au rachat du site par TOTAL ENERGIES.</p> <p>L'exploitant justifie par l'intermédiaire de photos et de référence normative la présence de matériels résistants à la corrosion.</p> <p>L'exploitant propose dans son courrier la vérification par un bureau externe de la conformité des installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant, conformément à son courrier du 14 novembre 2024, fait attester la conformité aux articles 33 et 34 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 par un organisme externe compétent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 3 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des fuites de gaz</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point fait l'objet d'un constat de la précédente visite d'inspection.</p> <p>Par courrier du 12 novembre 2024 l'exploitant indique que les éléments de construction n'ont pas été retrouvés suite au rachat du site par TOTAL ENERGIES.</p> <p>L'exploitant atteste l'absence de raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression.</p> <p>L'exploitant propose dans son courrier la vérification par un bureau externe de la conformité des installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant, conformément à son courrier du 14 novembre 2024, fait attester la conformité aux articles 33 et 34 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 par un organisme externe compétent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 4 : Destruction du biogaz

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des émissions de gaz</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion,</p>

au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

**Constats :**

Ce point fait l'objet d'un constat de la précédente visite d'inspection.

Par courrier du 12 novembre 2024 l'exploitant a transmis le certificat de conformité à la norme NF EN ISO 16852 de l'arrête-flamme de la torchère.

Ce point est soldé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Programme de maintenance préventive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression



ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>) à une fréquence semestrielle.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

**Constats :**

Ce point fait l'objet d'un constat de la précédente visite d'inspection.  
Par courrier du 12 novembre 2024 l'exploitant a transmis une attestation de la société ELECTROMONTAGE du 17 décembre 2024 indiquant la levée du point n°1 du rapport Q19. Le courrier contient également le bon de commande pour la levée des autres points du Q19. Enfin, il est indiqué que la société DEKRA doit réaliser un nouveau contrôle Q19 en 2025. L'inspection n'a pas consulté le jour de l'inspection le nouveau rapport Q19.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le dernier rapport Q19 permettant de justifier de la levée des anomalies électriques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 6 : Paramètres de mesures spécifiques sur les odeurs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/11/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Paramètres de mesures spécifiques sur les odeurs

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté une campagne de mesure en sortie du biofiltre à fréquence trimestrielle pendant un an [...]

**Constats :**

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié du lancement de la campagne de mesures depuis avril 2025.</p> <p>Une deuxième mesure a été réalisée en juin 2025 et les deux autres mesures sont prévues en août et octobre 2025.</p> <p>Suite à ces analyses l'exploitant transmettra un bilan des analyses avec ses propositions de suites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant liste dans un délai de 6 mois l'ensemble des équipements dont le dysfonctionnement ou la maintenance peut entraîner des odeurs et réalise un plan de maintenance préventive adapté en fonction du retour d'expérience d'exploitation du site. Ce plan intègre a minima les équipements de réception, le système de traitement des odeurs et la cuve de stockage du digestat.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant présente la liste des équipements dont le dysfonctionnement ou la maintenance peut entraîner des odeurs.</p> <p>Cette liste est associée à un plan de maintenance préventive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit dans le même délai la liste de pièces de rechange « critiques » devant être rapidement disponibles pour traiter un dysfonctionnement sur les équipements pré-cités et met en place un système pour assurer cette disponibilité (contrat d'intervention en cas d'incident avec ses prestataires par exemple).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté la présence sur site des pièces de rechanges critiques pour le système de traitement dont la taille est compatible avec un entreposage sur site.</p> <p>L'exploitant indique que certaines pièces de rechanges sont disponibles sur leur site de Villeneuve-sur-Lot.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute opération de maintenance susceptible de générer des odeurs est réalisée de préférence dans des conditions climatiques permettant de limiter la propagation des odeurs.
<b>Constats :</b>  Le personnel est sensibilisé au risque odeur lors des maintenances. Cette sensibilisation se fait notamment au travers de la liste des équipements dont la maintenance peut entraîner des odeurs. La maintenance s'effectue périodiquement et peut être adaptée avec un décalage d'un jour ou deux en cas de besoin. L'aspect "conditions météorologiques" pourrait utilement être précisé dans le tableau de maintenance préventive pour que ce facteur soit pris en compte et que la réalisation des maintenances se fasse lors de la période la moins défavorable de la semaine où la maintenance doit être réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'aspect conditions météorologiques pourrait utilement être précisé dans le tableau de maintenance préventive pour que ce facteur soit pris en compte et que la réalisation des maintenances se fasse lors de la période la moins défavorable de la semaine où la maintenance doit être réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Information des riverains**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information des riverains
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une information des riverains et tiers intéressés est réalisée au moins une semaine avant réalisation, sauf cas d'urgence. En cas de dysfonctionnement, l'exploitant prévient les riverains et tiers intéressés dans les plus brefs délais. Cette information permet d'expliquer : l'origine de l'odeur, le type d'odeur attendu, la durée de l'opération prévue, la récurrence dans le temps de cette opération.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate régulièrement l'information des riverains lors d'évènements ou maintenance susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Shunt du filtre à charbon**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 3
-----------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Shunt du filtre à charbon
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le déclenchement du système de shunt sur le filtre à charbon actif fait l'objet d'une traçabilité tenue à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il est constaté qu'il n'est pas possible de shunter le filtre à charbon.  En effet, l'air extrait du bâtiment est directement dirigé vers le filtre à charbon sans by-passage possible (pas de dispositif de déconnexion installé). Le seul moment où l'extraction d'air n'est pas connectée aux filtres à charbon est lors du changement de ces filtres. Lors de ces changements, l'exploitant coupe l'extraction d'air pour éviter que l'air ne soit dirigé vers l'extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Réceptions des intrants

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réceptions des intrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que les camions transportant les intrants sont bâchés en entrée et en sortie de site. En cas de camion non-bâché, l'exploitant réalise un rappel auprès de la société de transport.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection l'exploitant présente un mail du 5 décembre 2024 de rappel de l'obligation de bâchage des camions. L'exploitant indique que l'essentiel des déchets est amené par camion citerne étanche et que le reste des camions arrivant sur site sont maintenant tous bâchés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Réceptions des intrants

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réceptions des intrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les mesures pour limiter le maintien en position ouverte des des portes du hall de réception . De plus, l'exploitant met en place des mesures techniques et organisationnelles suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ouverture des trémies de réceptions et dépotage des intrants portes du hall fermées ;</li> <li>• temporisation de la réouverture des portes du hall et de sortie du camion pour que la captation de l'air viciée soit suffisante.[...]</li> </ul>

<p>Pour assurer l'absence de mise en contact des déchets avec l'air extérieur lors des opérations d'entreposage des déchets, l'exploitant transmet dans un délai de 12 mois à notification du présent arrêté une analyse de l'efficacité de la mise en dépression du bâtiment de réception des intrants et notamment lors des périodes de fortes chaleurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les portes sont ouvertes de façon limitée à son strict minimum. De plus, les portes ne sont pas ouvertes tant que les fosses ne sont pas fermées. L'exploitant indique être en cours de réalisation de l'analyse de l'efficacité de la mise en dépression du bâtiment de réception des intrants et notamment lors des périodes de fortes chaleurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Réceptions des intrants

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réceptions des intrants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise, sous 6 mois à notification du présent arrêté, une étude technico-économique concernant l'installation d'un sas entre le hall de réception et l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique être en cours de finalisation de l'étude technico-économique concernant l'installation d'un sas entre le hall de réception et l'extérieur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection l'étude technico-économique concernant l'installation d'un sas entre le hall de réception et l'extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 15 : Final tank et soupapes

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2024, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Final tank et soupapes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise, dans les 6 mois à notification du présent arrêté, une étude technico-économique de mise en place d'une étanchéité sur le final tank. L'exploitant réalise, dans les 6 mois à notification du présent arrêté, une campagne de surveillance de l'ouverture des soupapes sur une durée représentative de fonctionnement de l'installation. Cette durée est définie en accord avec l'inspection des installations classées pour la</p>

protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique être en cours de finalisation de : - l' étude technico-économique de mise en place d'une étanchéité sur le final tank ; - la campagne de surveillance de l'ouverture des soupapes sur une durée représentative de fonctionnement de l'installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection : - l' étude technico-économique de mise en place d'une étanchéité sur le final tank ; - la campagne de surveillance de l'ouverture des soupapes sur une durée représentative de fonctionnement de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 16 : Origine géographique des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Origine géographique des intrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets proviennent des départements du Lot et limitrophes.[...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il est contrôlé le registre des déchets entrants concernant l'origine de ceux-ci. Il est constaté que l'ensemble des déchets proviennt du Lot et des départements limitrophes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite